



# Réponse de Free SAS à la consultation publique sur la situation concurrentielle des fourreaux de communications électroniques et leur régulation éventuelle initiée par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes

27 juillet 2007 – 5 octobre 2007

QUESTION 1 : LES INFRASTRUCTURES DE GENIE CIVIL DONT FREE EST PROPRIETAIRE .....	3
QUESTION 2 : LES OFFRES DE GENIE CIVIL DONT FREE EST CLIENTE OU FOURNISSEUR .....	3
LES OFFRES DONT FREE EST CLIENTE .....	3
<i>Le génie civil de France Télécom</i> .....	3
<i>Les autres génie civil</i> .....	4
LES OFFRES DONT FREE EST FOURNISSEUR .....	4
QUESTION 3 : LES GALERIES VISITABLES A PARIS .....	4
QUESTION 4 : LA DELIMITATION GEOGRAPHIQUE DU MARCHE .....	5
QUESTION 5 : LES INFRASTRUCTURES EXISTANTES .....	6
QUESTION 6 : ECHANGES SUR LE MARCHE .....	6
QUESTION 7 : ANALYSE DE LA PUISSANCE .....	7
CONSIDERATIONS GENERALES SUR LE CONTRE-POUVOIR DE L'ACHETEUR .....	7
LE GENIE CIVIL ALLEGE .....	8
LES GALERIES VISITABLES .....	8
LES RESEAUX ETABLIS HORS DU PERIMETRE DU PLAN CABLE .....	8
QUESTION 8 : OPINION SUR LA DEMARCHE ENVISAGEE PAR L'AUTORITE .....	9
QUESTION 9 : COMMENTAIRES DE FREE SUR LES OFFRES DE FRANCE TELECOM .....	10
QUESTION 10: L'UTILISATION PAR FRANCE TELECOM DE SON GENIE CIVIL .....	11
QUESTION 11: L'EQUATION ECONOMIQUE DU DEPLOIEMENT .....	11
QUESTION 12: COMMENTAIRES DE FREE SUR LES OBLIGATIONS ENVISAGEES .....	12
QUESTION 13: UNE OFFRE SATISFAISANTE D'ACCES AU GENIE CIVIL DE FRANCE TELECOM ...	12
QUESTION 14: LE CADRE JURIDIQUE ET LES SCENARIOS IDENTIFIES PAR L'ARCEP .....	13



CONSULTATION PUBLIQUE SUR LA SITUATION CONCURRENTIELLE DES  
FOURREAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES  
VERSION SOUMISE AU SECRFET DES AFFAIRES  
27 JUILLET 2007 – 5 OCTOBRE 2007

## QUESTION 1 : LES INFRASTRUCTURES DE GENIE CIVIL DONT FREE EST PROPRIETAIRE

Les infrastructures de génie civil dont Free est propriétaire sont les suivantes :

- Infrastructures de réseaux sectoriels :
  - o câbles (composé de fibres optiques) posés dans le réseau d'assainissement de la Ville de Paris (domaine public non routier). En général, la topologie est de type « boucle » ;
  - o câbles (composé de fibres optiques) tirés dans des fourreaux posés selon les règlements de la voirie publique sur le domaine public routier. En général, la topologie est de type « boucle » ;
- Infrastructures de réseaux d'accès :
  - o câbles (composé de fibres optiques) posés dans le réseau d'assainissement de la Ville de Paris (domaine public non routier). La topologie est Point à Point.
  - o câbles (composé de fibres optiques) tirés dans des fourreaux posés selon les règlements de la voirie publique sur le domaine public routier :
    - pour connecter un DSLAM en localisation distante (ou en configuration « baie extérieure ») au point de livraison des Liaisons Fibres Optiques au Répartiteur Numérique Opérateur du Nœud de raccordement d'Abonnés de la boucle locale métallique de France Télécom ;
    - pour raccorder le réseau de Free à des Nœuds de raccordement d'Abonnés de la boucle locale métallique de France Télécom dans lesquels Free exploite des DSLAM. Les topologies sont variables et établies au cas par cas : boucles, points à multipoint, point à point
  - o câbles (composé de paires de cuivre torsadées) tirés dans des fourreaux (diamètre 100 mm en PVC) posés selon les règlements de la voirie publique sur le domaine public routier pour connecter un DSLAM en localisation distante (ou en baie extérieure) aux réglettes de renvoi du répartiteur général des Nœuds de raccordement d'Abonnés de la boucle locale métallique de France Télécom. La topologie est Point à Point.

Généralement, les câbles optiques sont tirés dans des conduites de câbles optiques dont le diamètre est de 40/45 mm. Les conduites sont en PVC pour des canalisations de courtes distance (prendre livraison au RNO d'une LFO en configuration localisation distante par exemple) mais en PEHD pour des distances plus importantes (au delà de 2 km). La configuration en PEHD offre la possibilité d'espacer les chambres.

## QUESTION 2 : LES OFFRES DE GENIE CIVIL DONT FREE EST CLIENTE OU FOURNISSEUR

### LES OFFRES DONT FREE EST CLIENTE

#### *Le génie civil de France Télécom*

Free occupe une vingtaine de km de fourreaux du réseau de France Télécom établis en domaine public routier. Ces infrastructures sont utilisées pour raccorder à des nœuds du réseau de Free des Commutateurs (de Transit ou à Autonomie d'Acheminement) ou des Nœuds de raccordement d'Abonnés du réseau de France Télécom

Cette occupation des fourreaux du réseau de France Télécom est régie par des conventions conclues entre Free et les Unités Locales de France Télécom, dans le cadre de partages



d'infrastructures demandés par les gestionnaires du domaine public en réponse à des demandes de permissions de voirie.

Durant l'année 2006, France Télécom a souhaité modifier l'architecture contractuelle du partage d'infrastructures et centraliser, au niveau de la « Division Opérateurs », la gestion contractuelle, opérationnelle et financière de l'accès au génie civil. C'est ainsi que le contrat « LGC DPR » a été proposé aux opérateurs par la DIVOP.

Malheureusement, Free n'a pas été en mesure de souscrire ce contrat « LGC DPR ». En effet, l'équilibre contractuel a été modifié en défaveur de Free : tout d'abord, les conditions financières sont moins favorables. De surcroît, France Télécom a introduit dans ce contrat « LGC DPR » des clauses pénales disproportionnées dont les termes ne peuvent être acceptés par Free. France Télécom refuse de modifier ces clauses litigieuses. C'est ainsi que la DIVOP a donné pour instruction aux Unités Locales de ne plus faire droit aux demandes de partages d'infrastructures.

Certains projets sectoriels nécessaires au développement du réseau de Free sont désormais bloqués du fait de l'attitude de France Télécom, ce qui illustre la puissance de France Télécom.

#### *Les autres génie civil*

Free loue, sous forme d'IRU, des fibres optiques de réseaux établis par d'autres acteurs (RIP, opérateurs alternatifs, etc.).

#### LES OFFRES DONT FREE EST FOURNISSEUR

Dans le cadre de demandes de partages d'infrastructures, Free cède à des opérateurs des fourreaux établis sur le domaine public routier. Se référer au contrat type conclu avec un opérateur transmis par ailleurs.

### **QUESTION 3 : LES GALERIES VISITABLES A PARIS**

La puissance publique a construit à Paris un réseau d'assainissement composé de galeries visitables dont la fonction consiste, d'une part à transporter les eaux rejetées par les foyers vers les centres de traitement et, d'autre part, absorber les eaux diluviennes déversées par les événements orageux et à les diriger vers l'aval.

Schématiquement, le réseau d'assainissement dessert toutes les voies de la capitale. Ce réseau est accessible aux opérateurs.

Certains ouvrages, désignés sous le terme de « régulés », ne sont pas accessibles, ce qui impose de construire un nouveau génie civil ou de rechercher une solution d'accès à un génie civil existant (celui de France Télécom). Le linéaire d'ouvrages régulés représente près de 450 km à Paris.

Les galeries visitables sont disposées le long des voies de circulation. Les opérateurs installent leurs câbles dans ces galeries. Les câbles reposent sur des crochets scellés dans la maçonnerie composant la paroi de l'ovoïde de l'égout.

Chaque immeuble est raccordé aux galeries visitables par un ouvrage appelé « Branchement Particulier à l'Egout » (« BPE »), également visitable.

Paris est la seule ville de France disposant d'un réseau (i) visitable (ii) desservant toutes les voies (iii) raccordé à chaque immeuble par un BPE visitable.

Le caractère dangereux et nocif du réseau d'assainissement doit être signalé. En effet, une faune bactériologique y pullule et des émanations de gaz hautement toxique causées par des matières diverses en putréfaction ou décomposition y sont régulièrement observées. Aussi, le réseau d'assainissement n'offre pas un confort de travail équivalent au domaine public routier.

Les conditions opérationnelles de l'accès aux galeries visitables sont plus favorables que celles de l'accès au génie civil de France Télécom pour les raisons suivantes

- les services de la Ville de Paris diffusent des cartes décrivant le réseau d'assainissement, y compris celui dont l'accès est « régulé » ;
- les services de la Ville de Paris ont été capables, pour satisfaire les demandes de Free et de neuf cegetel, de s'organiser pour traiter des demandes massives d'études d'avant projet détaillées (APD) ;
- les opérateurs peuvent construire *ex ante* des avants projets sommaires et détaillés avant de solliciter les services de la Ville
- la présence d'agents de la Ville n'est pas nécessaire lors de l'établissement du réseau<sup>1</sup>

A Paris, le réseau d'assainissement de la Ville de Paris peut cependant constituer une alternative viable aux fourreaux. Cependant, la capacité de ce réseau n'est pas infinie. Enfin, il s'agit d'une exception en France.

#### QUESTION 4 : LA DELIMITATION GEOGRAPHIQUE DU MARCHE

L'ARCEP identifie à juste titre un marché national de mise à disposition d'infrastructures de génie civil pour le passage de câbles de communications électroniques.

A juste titre, l'ARCEP identifie les opérateurs et les collectivités locales comme entités intervenantes sur ce marché.

L'ARCEP interroge sur l'existence d'alternatives au génie civil des opérateurs au niveau des adductions. D'une manière générale, les seuls réseaux pénétrants adaptés au passage de câbles de communications électroniques sont le génie civil des opérateurs de communications électroniques constitué de fourreaux d'accès aux parties communes des immeubles<sup>2</sup>. En effet, Les réseaux « pénétrants » d'alimentation en eau potable, de fourniture d'énergie, d'évacuation des eaux d'assainissement ne sont pas adaptés aux passages de câbles de communications électroniques pour toutes les raisons mentionnées dans l'étude du cabinet AVISEM.

Free n'est pas capable de porter une appréciation sur les possibilités d'utilisation d'appuis aériens en zones urbaines. En effet, les études sont toujours en cours.

---

<sup>1</sup> Un agent de la Section de l'Assainissement effectue d'abord une visite avant travaux, pour finaliser l'avant-projet détaillé, puis une visite une fois les travaux de pose réalisés

<sup>2</sup> Signalons cependant l'existence des « Branchement Particulier à l'Egoût » du réseau d'Assainissement de la Ville de Paris qui constitue, pour tout ou partie des immeubles situés sur le territoire de Paris, une alternative aux réseaux pénétrants, à partir du domaine public routier, d'opérateurs de communications électroniques

## QUESTION 5 : LES INFRASTRUCTURES EXISTANTES

Propriétaire ou exploitant	Linéaire d'artères (km)	Linéaire de fourreaux (km)	Foyers couverts	Réseau pénétrant ?
FREE sur DPR			Non applicable : réseaux sectoriels (raccordement NRA ou CA/CTS).	NON
FREE sur ZAC  (en cours de construction)	38	57	20.000	OUI
FREE dans galeries visitables		Les câbles sont accrochés à la voûte de l'égout		OUI

## QUESTION 6 : ECHANGES SUR LE MARCHÉ

### LE « CAS NUMERICABLE »

**L'ARCEP mentionne une « offre de Numéricâble ». Il doit s'agir d'une erreur ou d'informations erronées ayant été communiquées à l'ARCEP. En effet, Numéricâble ne semble pas en mesure de communiquer à qui que ce soit une offre de gros formalisée aux à des infrastructures de génie civil !!!**

Free ne peut que regretter que Numéricâble ne communique pas en tant que besoin une offre d'accès à ses infrastructures. En effet, s'il s'avérerait que Numéricâble dispose effectivement d'infrastructures permettant le tirage de câbles optiques, il est indispensable que les opérateurs puisse bénéficier d'une offre d'accès à ces infrastructures compte tenu de l'enjeu très fort constitué par l'accès à celles-ci.

Si Numéricâble dispose de droits d'accès à des infrastructures de France Télécom lui permettant sur le périmètre du Plan Câble de tirer ou de faire tirer des câbles optiques sur toute ou partie de la boucle locale (transport et distribution) alors que les autres opérateurs (notamment Free et neuf cegetel) n'ont pas accès à l'infrastructure de France Télécom

### LES ACHATS DE FREE

Le tableau ci dessous synthétise les achats de Free au 30 septembre 2007 :

Offre	Linéaire d'artères (km)	Linéaire de fourreaux (km)	Chiffre d'affaires (KEUR annuel HT)
LGC DPR	5	5	41
LGC ZAC	0	0	0
Location de génie civil sur le périmètre du plan câble			
Offre de Numéricâble			
Convention d'occupation de la collectivité Montpellier  (GC de type ZAC)	38	57	Environ [SDA] € HT / ml / an
Convention d'occupation de la collectivité Valenciennes  (GC de type ZAC à construire par la Ville)	7	7	Environ [SDA] € HT / ml / an
Convention d'occupation du domaine non routier de la Ville de Paris	3.000 (environ et en cours de pose)	3.000 (environ et en cours de pose)	Sur la base de 1 € / ml / an  (pas évident à modéliser car le réseau n'est pas encore déployé et la redevance n'est pas mise en recouvrement)

## QUESTION 7 : ANALYSE DE LA PUISSANCE

### CONSIDERATIONS GENERALES SUR LE CONTRE-POUVOIR DE L'ACHETEUR

L'ARCEP souligne à juste titre que le contre-pouvoir de l'acheteur peut trouver très rapidement ses limites. En effet, la construction de nouvelles infrastructures de câbles de communications électroniques est un processus :

- très long au cours duquel des aléas sont rencontrés ;



- coûteux ;
- parfois impossible à mener à terme lorsque le domaine public routier ne permet pas l'accueil de nouvelles infrastructures ;

Par ailleurs, la construction d'un réseau de boucle locale filaire implique de bénéficier d'autorisations pour établir le passage des câbles de branchement d'abonnés dans les parties communes des immeubles. Dans le domaine privé, les opérateurs ne bénéficient d'aucun droit et doivent négocier avec les propriétaires les autorisations nécessaires. Pour toutes les raisons mentionnées par l'ARCEP, le régime de servitude n'est pas adapté à la construction d'un nouveau réseau de boucle locale puisque le Maire devrait prendre autant d'arrêtés que de propriétés à desservir.

#### LE GENIE CIVIL ALLEGE

La mise en œuvre de techniques de génie civil allégé n'est pas autorisée par les règlements de voirie édictés par les gestionnaires du domaine public. Or, les permissions de voirie ne sont délivrées que dans le respect strict du règlement de voirie. Par ailleurs, aucun opérateur ne bénéficie du recul nécessaire pour apprécier les conditions d'exploitation d'infrastructures légères de réseaux d'accès, enfouies à très faible profondeur dans le domaine public routier. Personne ne sait réellement apprécier certains coûts d'exploitation, notamment en cas de dévoiements de l'infrastructure rendus nécessaire par des travaux affectant le domaine public (réfection enrobé, insertion de mobiliers urbains ou de panneau de signalisation, etc.). En effet, il est de jurisprudence constante qu'en vertu du principe de la prééminence du domaine occupé dont l'intérêt et la protection l'emportent sur les droits de l'occupant, les permissionnaires de voirie sont tenus de supporter sans indemnité les conséquences résultant de l'intérêt du domaine public qu'ils occupent. A l'heure actuelle, les règlements de voirie n'autorisent pas la mise en œuvre de techniques légères de génie civil. Cependant, les gestionnaires du domaine public se sont récemment lancés dans une réflexion en évaluant certains avantages liés à l'utilisation de techniques légères, notamment au regard de nuisances occasionnées aux administrés qui se trouvent considérablement réduites.

#### LES GALERIES VISITABLES

Dans la pratique, l'utilisation du domaine public non routier est limité aux galeries visitables du réseau d'assainissement de la Ville de Paris<sup>3</sup>. L'ARCEP souligne à juste titre que France Télécom est restée indifférente à l'utilisation par Free et neuf cegetel du domaine non routier de la Ville de Paris, ce qui illustre la faiblesse du contre-pouvoir exercé par les acheteurs potentiels.

#### LES RESEAUX ETABLIS HORS DU PERIMETRE DU PLAN CÂBLE

L'utilisation d'infrastructures de génie civil des réseaux câbles, hors du périmètre du plan câble, n'est pas évidente à apprécier. En premier lieu, les règles d'ingénierie de ce réseau ne sont pas connues (combien de fourreaux ? Y a t'il des fourreaux libres ? Comment sont organisées les adductions des immeubles ? Y a t'il des alvéoles libres ? Combien ?). En second lieu, l'utilisation de tout ou partie de ce réseau suppose que soient mises à jour les conventions liant les collectivités locales à Numéricâble. Or, il semblerait que les Parties à ces conventions portent une appréciation différente sur la qualification des réseaux établis hors du périmètre du plan câble.

Dans ce contexte, Free considère comme essentiel que:

---

<sup>3</sup> Peu de villes disposent de réseaux d'assainissement avec galeries visitables. Se référer à l'étude du cabinet AVISEM qui présente les difficultés d'utilisation des réseaux séparatifs



- les villes puissent obtenir de leur câblo-opérateur, pour les communiquer aux opérateurs tiers, les plans et l'état d'occupation le plus précis possible de ces infrastructures de réseaux ;
- l'hypothèque pesant sur la qualification juridique de tel ou tel réseau puisse être levée. Un récent rapport de l'ARCEP, appuyé par l'avis d'un Conseiller d'Etat, penche nettement pour la qualification de DSP, ce qui induit que la propriété des infrastructures revienne aux communes concernées et rend alors possible le partage d'infrastructures, que ces communes doivent pouvoir mettre en œuvre sans délais.

Parmi les obstacles à la réalisation de nouvelles adductions, la nécessité de conclure avec chaque propriétaires ou, en cas de co-propriétés, l'assemblée générale, des contrats ou conventions autorisant l'adduction doit être mentionnée. Free entend rappeler que la conclusion d'un contrat autorisant un opérateur à déployer un réseau est un choix discrétionnaire du propriétaire. En effet, rien n'oblige un propriétaire à faire droit aux demandes d'accès émanant des opérateurs de réseaux de communications électroniques.

**L'ARCEP considère à juste titre que France Télécom exerce une influence significative sur le marché de la mise à disposition de génie civil sur le territoire national.**

## QUESTION 8 : OPINION SUR LA DEMARCHE ENVISAGEE PAR L'AUTORITE

Le document de consultation ne prend pas en compte temporairement la dernière orientation dégagée par la Commission européenne. En effet, la dernière version de la « *Recommandation relative aux marchés pertinents* » mentionne un marché de l'accès comprenant les infrastructures de génie civil.

L'action de l'ARCEP pourra donc se dérouler dans le cadre maîtrisé de l'analyse des marchés pertinents dont le terme est la déclinaison d'obligations à appliquer aux opérateurs identifiés comme exerçant une puissance sur des marchés.

FREE tient cependant à alerter l'ARCEP sur la limite de l'exercice d'obligations. En effet, l'expérience que Free retire de l'accès à la boucle locale la conduit à estimer que France Télécom réserve souvent pour ses propres besoins sur les marchés de détail (ou de gros) des capacités qu'elle refuse aux opérateurs.

C'est ainsi que près de 18 mois ont été nécessaires pour faire étudier par France Télécom l'insertion de 1.000 nouveaux NRA à dégroupier dans le cadre du programme « Liaisons Fibre Optique » (« LFO ») alors que France Télécom, pour ses propres besoins, a été capable d'étendre très rapidement l'accès Haut Débit sur le territoire. Une séparation fonctionnelle aurait permis un traitement non discriminatoire de l'extension de la zone arrière du dégroupage.

C'est ainsi que de nombreux NRA sont déclarés « fermés au dégroupage » depuis plusieurs années et que France Télécom n'a entrepris aucune action pour désaturer, y compris par des travaux lourds, certains NRA. C'est ainsi que seule France Télécom est en mesure de fournir de l'accès large bande sur certaines zones. Une séparation fonctionnelle aurait permis un traitement non discriminatoire de l'accès ainsi qu'une meilleure efficacité dans la gestion du réseau.

La convention d'accès à la boucle locale stipule la mise en place de seuils de production dont certains ne sont manifestement pas adaptés aux besoins (croissance du parc et extension géographique du dégroupage). Une séparation fonctionnelle aurait évité certainement l'application au détriment d'un ou plusieurs opérateurs de seuils de production inadéquats.

La gestion par France Télécom des réaménagements du réseau d'accès cuivre se traduisant par la création de nouveau « NRA » (les « NRAHD ») illustre le traitement subtilement discriminatoire que subit un opérateur nouvel entrant :

- tout d'abord, l'opérateur tiers ne bénéficie pas d'une vision actualisée de l'impact de réaménagements de réseaux lorsque des repérимétrages de « NRAHD » sont décidés par les entités locales : il arrive ainsi souvent que le nombre d'accès impactés à l'ouverture du NRAHD soit beaucoup plus important que le nombre d'accès communiqués lors de l'information préalable. Pour ses propres besoins, France Télécom dispose très certainement d'une information à jour et fiable ;
- l'opérateur tiers, au vu d'une information parcellaire doit commander à des entités différentes des ressources de cohabitation et de fibres optiques nécessaires à la connexion du DSLAM exploités au NRAHD au réseau
- l'opérateur tiers ne dispose que de très peu de temps pour installer ses équipements d'accès et les insérer dans son réseau ;
- France Télécom a mis en place des restrictions injustifiées de fourniture de « mesures techniques d'accompagnement ». C'est ainsi que la fourniture de liaisons de fibres optiques entre le NRA d'origine et un nouvel « NRAHD » est refusée lorsque France Télécom, pour des raisons qui lui sont propres, exploite de la commutation traditionnelle sur le « NRAHD » ;
- les opérations de reprises d'accès sont gérées par des échanges quotidiens de fichier Excel ;
- France Télécom refuse de reprendre le parc des opérateurs au profil MAX
- pour certaines opérations de réaménagement, le parc de détail de France Télécom a été repris sur NRAHD alors que le parc de Free était resté sur NRA d'origine, perturbé par les accès de France Télécom

Une séparation fonctionnelle ferait bénéficier les opérateurs tiers du même niveau d'information et de la même souplesse de processus que l'activité de détail de France Télécom dans le cadre de réaménagement de réseaux.

**Pour toutes les raisons évoquées, Free a rencontré des circonstances dans lesquelles une régulation légère trouve ses limites. En fait, plus l'opérateur tiers se fournit « bas » dans le réseau de l'opérateur puissant et plus le principe de non discrimination est contourné de manière subtile par l'opérateur puissant.**

Dans un contexte de mutations de réseaux d'accès et d'accès à une infrastructure essentielle (les canalisations de génie civil), la fourniture par une entreprise intégrée de prestations de gros (accès aux fourreaux) et de détail (La Fibre®) est susceptible de « distordre » sévèrement la concurrence.

**La séparation fonctionnelle est donc un scénario à étudier sérieusement. Il ne doit pas être a priori écarté.**

## QUESTION 9 : COMMENTAIRES DE FREE SUR LES OFFRES DE FRANCE TELECOM

Free a saisi le Conseil de la concurrence de pratiques mises en œuvre par la société France Télécom sur le marché des infrastructures de génie civil. L'Autorité peut se reporter à la lettre de saisine qui lui a été communiquée par le Conseil de la concurrence et au sujet de laquelle elle a rendu un avis le 20 septembre 2007.

L'Autorité cite les aspects jugés insatisfaisants par les opérateurs de l'offre « LGC DPR » tels qu'exprimés dans le cadre d'une réunion multilatérale. Free s'associe au jugement porté sur cette offre de gros inutilisable dans le cadre de la construction d'une boucle locale optique.



Dans le cadre de réunions bilatérales, Free a eu l'occasion d'examiner avec la Division Opérateurs de France Télécom le contrat LGC DPR. Dans ce cadre, il a été convenu que « LGC DPR » ne pouvait servir d'outil contractuel permettant de déployer une boucle locale optique sur le marché résidentiel. Face à l'inertie de France Télécom, Free a été contrainte de saisir le Conseil de la concurrence de pratiques mises en œuvre par France Télécom. Régulièrement sollicitée, la DIVOP reste malheureusement évasive sur toute évolution de ce contrat.

La grille tarifaire de LGC DPR n'est pas compatible avec le déploiement d'une nouvelle boucle locale optique, quelles que soient les géotypes considérés (hauteur bâti, densité, etc.).

Le contrat LGC DPR ne prévoit pas la mise à disposition d'adductions. Or, l'adduction est une prestation critique et sa fourniture dans des conditions subtilement discriminatoire par une entreprise verticalement intégrée altère l'exercice loyal de la concurrence.

**Free n'est pas en mesure de commenter l'offre faite par France Télécom à Numéricâble. En effet, cette offre n'est connue que des co-contractants à celle-ci.**

Une offre de gros d'accès au génie civil adaptée à l'établissement d'une nouvelle boucle locale optique sur le marché résidentiel doit contenir *a minima* des stipulations portant sur :

- les règles d'ingénierie du réseau ;
- l'utilisation de toute infrastructure (fourreaux, galeries, chambres, adduction d'immeuble) ;
- des règles objectives et transparentes de désaturation ;
- les règles d'occupation d'alvéoles par plusieurs câbles ;
- la fourniture d'informations préalables offrant une vue sur :
  - o le cheminement du réseau (itinéraire) ainsi que pour chaque artère le nombre de canalisations existantes ;
  - o l'occupation des alvéoles
- les délais d'études d'avant projet détaillés ;
- la possibilité d'utiliser de sous-traitants agréés par France Télécom pour effectuer des visites contradictoires d'installation ainsi que pour tirer les câbles dans les conduites

## QUESTION 10: L'UTILISATION PAR FRANCE TELECOM DE SON GENIE CIVIL

Cette question est sans objet pour Free.

## QUESTION 11: L'EQUATION ECONOMIQUE DU DEPLOIEMENT

Cette question fera l'objet d'une note (à couvrir par le secret des affaires) transmise hors de la présente contribution.

## QUESTION 12: COMMENTAIRES DE FREE SUR LES OBLIGATIONS ENVISAGÉES

L'ARCEP envisage d'imposer à France Télécom certaines obligations.

Free considère que ces obligations sont nécessaires pour toutes les raisons évoquées dans le document de consultation.

**Free estime que la séparation fonctionnelle mérite d'être étudiée pour les raisons évoquées en réponse à une des questions précédentes.**

## QUESTION 13: UNE OFFRE SATISFAISANTE D'ACCÈS AU GÉNIE CIVIL DE FRANCE TELECOM

Free considère qu'une offre satisfaisante d'accès au génie civil doit comprendre :

- tout d'abord une description des grandes règles d'ingénierie du génie civil qui permettrait aux opérateurs de construire de leur côté une ingénierie type. A cet égard, *Portugal Télécom* décrit en toute transparence dans son offre de référence les grandes règles d'ingénierie portant sur :
  - le type de chambres et la localisation des chambres
  - le type de fourreaux
  - le nombre de fourreaux en fonction de l'éloignement par rapport au NRA
- au titre de l'information préalable ; un accès non discriminatoire aux bases « 102 » et « 103 » et la possibilité pour les opérateurs d'effectuer des visites contradictoires. Cet accès à la cartographie et à l'occupation des alvéoles permet à l'opérateur, indépendamment de France Télécom, de construire un avant-projet détaillé. L'expérience que Free retire du contrat « Liaisons Fibres Optiques » d'offres de gros commercialisées par France Télécom est qu'il faut éviter de faire étudier certaines prestations par France Télécom. En effet, France Télécom organise systématiquement dans ses contrats des goulets d'étranglement restreignant artificiellement la production des opérateurs demandeurs d'accès. Pour mémoire, il aura fallu près de 18 mois à Free pour faire étudier le raccordement de 1.000 NRA dans le cadre de l'offre LFO. Dans le même ordre de grandeur, il faut plusieurs mois pour obtenir de France Télécom la migration sur l'offre d'accès à la boucle locale d'accès établis en « DSL Access » sur les DSLAM de France Télécom ;
- s'il s'avère que la base descriptive d'occupation des alvéoles n'est pas à jour et n'est pas utilisable, le processus mis en place au Portugal au terme duquel les demandeurs d'accès contribuent à la mise à jour est efficace et d'intérêt général ;
- l'accès à l'ensemble des infrastructures de génie civil du réseau d'accès (fourreaux, gaines, alvéoles ou chambres, y compris en adduction), pour autant que France Télécom en est propriétaire, exploitant ou gestionnaire, de droit ou de fait ;
- la possibilité pour Free d'intervenir sur les infrastructures de génie civil de France Télécom en propre et/ou par l'intermédiaire de sous-traitants agréés par France Télécom mais hors la présence de ses agents, et ce pour toute opération nécessaire au déploiement du très haut débit, qu'il s'agisse de mesures préalables de disponibilité, de tirage de câbles, de dérivations ou

de maintenance. L'expérience que Free retire de la Convention d'accès à la boucle locale est que non seulement France Télécom organise dans ses contrats des restrictions injustifiées de production mais France Télécom ne sait pas respecter les contrats. C'est ainsi que plusieurs dizaines de localisations distantes et baies extérieures ne sont toujours pas produites plusieurs mois après la commande, France Télécom refusant de s'organiser au niveau local pour satisfaire la demande de Free. Dans ce contexte, la DIVOP semble malheureusement impuissante à faire respecter les contrats qu'elle rédige ;

- la publication régulière d'indicateur de qualité de service portant à la fois sur les prestations fournies à Free et sur l'usage du génie civil pour France Télécom ;
- un processus transparent de désaturation d'infrastructures saturées. L'expérience que retire Free de la convention d'accès à la boucle locale est que la désaturation est codifiée de manière opaque dans les contrats et n'est pas mise en œuvre par France Télécom ou, lorsqu'elle est mise en œuvre, l'est de manière discrétionnaire ;
- un tarif de location orienté vers les coûts de 1 € HT / ml / an ;
- un repli par la possibilité d'utiliser des fibres d'un câble optique que France Télécom aura posé en surcapacité lorsque la dernière alvéole est remplie<sup>4</sup> ;

## QUESTION 14: LE CADRE JURIDIQUE ET LES SCENARIOS IDENTIFIES PAR L'ARCEP

La dernière version de la « *Recommandation relative aux marchés pertinents* » mentionne un marché de l'accès.

L'action de l'ARCEP pourra donc se dérouler dans le cadre maîtrisé de l'analyse des marchés pertinents dont le terme est la déclinaison d'obligations à appliquer aux opérateurs identifiés comme exerçant une puissance sur des marchés.

Ce scénario est solide. Il permet d'analyser l'accès de manière globale et prospective.

---

<sup>4</sup> Les textes réglementaires régissant l'interconnexion prévoyaient en 1997 que France Télécom devait être tenue, en cas de saturation d'accès réseaux aux commutateurs d'abonnés ou en cas de commutateurs fonctionnellement fermés à l'interconnexion, de fournir l'interconnexion au niveau des centres de transit, au tarif d'acheminement « intra CAA ».